

Une autre pandémie est possible

Selon le psychiatre auteur de cette tribune, une approche démocratique de la pandémie est possible. Dans sa vision, tous resteraient égaux devant la médecine et leurs doutes ne seraient pas méprisés. En revanche, l'enrichissement de l'industrie pharmaceutique et l'emploi de l'argent public seraient scrutés, et mis en balance avec l'urgence climatique.

□ Le docteur Jean-Charles Bernard est médecin psychiatre dans le service public.



Une autre pandémie est possible. Dans l'idéal, sa gestion commencerait par des excuses :

"Désolés, nous avons fait de mauvais choix, détruit les stocks de masques, dégradé les hôpitaux publics, démoli les conditions d'exercice du personnel soignant, peu considéré les budgets des services publics."

Des excuses, et non un discours guerrier et une infantilisation de la population devant rédiger ses propres attestations de sortie. Des excuses, et non une instrumentalisation des citoyens devant en contrôler d'autres pour l'accès à des espaces de socialisation ou à des lieux de soin. Des excuses, et non du personnel soignant qualifié hier de héros et aujourd'hui "suspendu" lorsqu'il ne se conforme pas à l'obligation vaccinale.

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, nous comprendrions qu'une nouvelle page d'histoire débute, que l'urgence vaccinale n'est rien comparée à l'urgence globale, écologique et sociale. Que l'urgence climatique n'a jamais été aussi présente, pour bientôt affecter des milliards d'humains — c'est-à-dire nous tous — et comptabiliser infiniment plus de morts que cette introduction au macabre.

Dans cette autre pandémie, nous comprendrions l'ancienneté de cette urgence grâce à des rapports scientifiques plus accablants d'année en année. Et il n'y aurait pas toujours la même politique. Inchangée. Imperturbable. Méprisable et pourtant méprisante. Comment expliquer pareille inaction ? Par la bêtise ou par la compromission ? Et pourtant, l'action gouvernementale est possible, cette crise nous l'a montré.

Quelle utilisation de l'argent public ?

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, il n'y aurait pas les anti et les pro-vaccins, il y aurait les entre-deux, des nuances, des réflexions et des débats possibles.

Dans cette autre pandémie, l'augmentation du prix des vaccins par des laboratoires pharmaceutiques aux profits records questionnerait. Alors que les caisses de l'État sont déclarées vides et dites

trouées par la Sécurité sociale, peut-être préférerait-on allouer différemment cet argent ? Qu'en pense la prochaine génération, celle à l'enfance confinée et masquée héritant d'un monde de cendres ? Veut-on utiliser cet argent pour bientôt proposer ou imposer une troisième dose ou pour limiter les conséquences du dérèglement climatique et prendre le chemin d'une alimentation saine ? Quel est le plus urgent ? Cela se discute à vrai dire, ce choix de société concerne les générations futures.

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, la levée des brevets des vaccins serait sérieusement discutée puisque vacciner un ou quelques pays isolément ne sert à rien à l'échelle mondiale.

Dans cette autre pandémie, l'intérêt de la vaccination généralisée en France serait débattu : y a-t-il une obligation morale pour une personne en bonne santé de se vacciner dans ce contexte global défaillant ?

Dans cette autre pandémie, on ne dénigrerait pas les personnes se questionnant sur d'éventuels effets secondaires à long terme. Car long terme, il n'y a pas encore eu. Donc on ne mépriserait pas les personnes qui s'interrogent, on ne culpabiliserait pas les hésitants.

Dans cette autre pandémie, la désignation des boucs émissaires laisserait la place à la possibilité de débattre, de choisir notre avenir, et non de se voir imposer des décisions qui nous engagent sans que nous ayons le droit de penser.

"Je soigne et soignerai toujours de la même manière."

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, il ne serait pas envisageable d'empêcher l'accès à l'hôpital public à des personnes selon un statut vaccinal ou un test nasal négatif, bientôt payant. En tant que médecin, je soigne et soignerai toujours de la même manière une personne croyant aux bienfaits du néolibéralisme et une autre croyant les vaccins dangereux. Car la médecine n'est pas juge.

Dans cette autre pandémie, le Conseil de l'ordre des médecins et le Conseil constitutionnel censureraient le passe sanitaire à l'hôpital, mesure digne d'un État autoritaire !

Dans cette autre pandémie, les effets globaux des mesures serait considéré : oui, il est probable que le nombre de contaminés diminue et donc de morts à court terme, mais qu'en est-il des défauts et retards de soins, de l'augmentation des inégalités d'accès aux soins et de la fracture de la société ?

Dans cette autre pandémie, la boussole des morts ne serait pas notre seul outil de navigation.

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, les médias généralistes ne relateraient pas juste le nombre de décès, les taux d'incidence, les territoires les plus touchés et des polémiques stériles. Au contraire, les journalistes enquêteraient sur le pourquoi et le comment l'État réduit drastiquement les investissements dans les biens communs (entre autres : santé, recherche, enseignement, justice, environnement) et altère les institutions, rendant ainsi la société vulnérable aux contaminations de tout ordre. Ils discuteraient de l'austérité promise — qui achèvera cette destruction — avant que des chroniqueurs ne

bêlent en continu "*pas d'autre solution !*", malgré des inégalités toujours plus vertigineuses entre riches et pauvres.

Dans cette autre pandémie, les mesures sanitaires ne s'accompagneraient pas de restrictions de liberté disproportionnées aux conséquences néfastes : la détresse psychique ayant accompagné les trois mesures citées en introduction justifierait à elle seule une remise en question de ces mêmes mesures.

Restaurer les débats démocratiques

Une autre pandémie est possible.

Dans cette autre pandémie, à tous les niveaux, nous restaurerions des débats démocratiques : à la maison, au travail, dans la rue, dans les médias, dans nos cercles amicaux et nos institutions. Nous ouvririons le débat, c'est la base de la démocratie. C'est de notre responsabilité à chacun et chacune.

Et dans cette autre pandémie, nous demanderions un changement urgent d'attitude à celles et ceux qui nous gouvernent, l'arrêt de la destruction du lien social sous couvert d'urgence sanitaire — un exemple en est la pérennisation du passe sanitaire, c'est-à-dire le bannissement social d'une partie de la population sur le long terme. Nous demanderions plutôt une considération des enjeux écologiques et sociaux. Cette autre pandémie commencerait par là. Il y a urgence, il en va de notre santé physique et psychique à tous et toutes !

Après cet article

- Covid-19 : [Vaccination aux Antilles : après le chlordécone, les habitants ne font plus confiance à l'État](#)